

Gaz : l'Allemagne et l'Autriche activent un plan d'urgence en cas de coupure russe

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 4 heures,
Mis à jour il y a 4 minutes

▶ [Écouter cet article](#) ⓘ

00:00/00:27 🔊



Vienne et Berlin ont déclenché le premier niveau d'un plan d'urgence qui en compte trois. *Photocreo Bednarek / stock.adobe.com*

Refusant de régler leur facture en roubles, comme exigé par le Kremlin, les deux pays s'organisent en vue du bras de fer qui s'annonce.

L'Allemagne et l'Autriche se préparent au risque d'un arrêt des livraisons de gaz russe entraînant d'éventuelles pénuries, et ont activé mercredi un dispositif d'alerte en trois étapes pour gérer au plus près leur approvisionnement. Les deux pays s'organisent en vue du bras de fer qui s'annonce si la Russie décide de ne plus honorer les contrats gaziers des pays qui refusent de régler leur facture en roubles, comme exigé par le Kremlin en riposte aux sanctions occidentales.

La mesure ne devrait toutefois pas entrer en vigueur dans l'immédiat. Le porte-parole du gouvernement allemand Steffen Hebestreit a en effet indiqué que Vladimir Poutine avait assuré à Olaf Scholz que les paiements de l'Europe le mois prochain «*continueraient à être en euros et transférés comme d'habitude sur la Gazprom Bank, qui n'est pas frappée de sanctions*», et qu'elle se chargerait de la conversion en roubles. Steffen Hebestreit a ajouté que le président Poutine

avait souligné que *«rien ne changerait pour les partenaires contractuels européens»* lorsque le nouveau système de paiement réclamé par Moscou entrera en vigueur le 1er avril. *«Le chancelier Scholz n'a pas accepté cette procédure mais a demandé des informations par écrit pour mieux la comprendre»*, a souligné Hebestreit. *«Ce que le G7 a convenu demeure : les livraisons d'énergie seront exclusivement payées en euros ou en dollars, comme c'est indiqué dans les contrats»*, a-t-il assuré. Le Kremlin avait indiqué plus tôt dans la journée que ce processus se ferait progressivement. *«On ne parle pas de livrer demain et être payé dans la soirée. Non, c'est un processus plus étendu dans le temps, sur le plan technique»*, avait souligné Dimitri Peskov le porte-parole du Kremlin.

Malgré ces propos se voulant rassurants, Vienne et Berlin ont déclenché le premier niveau d'un plan d'urgence qui en compte trois. Il s'agit pour l'Autriche de *«garantir une réaction rapide»* en cas d'arrêt des livraisons, selon le chancelier Karl Nehammer. En Allemagne, une *«cellule de crise»* est désormais en place, a indiqué le ministre de l'Économie Robert Habeck, lors d'une conférence de presse. Toutefois *«la sécurité de l'approvisionnement»* est à ce stade garantie en Allemagne et les réserves remplies à 25%, a-t-il précisé, insistant sur le caractère *«préventif»* du dispositif activé. *«Le gaz et le pétrole arrivent actuellement conformément aux commandes»*, a détaillé Robert Habeck.

À VOIR AUSSI – Crise énergétique: l'Allemagne envisage la méthanisation pour réduire sa dépendance au gaz russe

Hôpitaux et services publics prioritaires

Au premier niveau du plan dit *«d'alerte précoce»*, les fournisseurs de gaz et les exploitants des gazoducs sont *«tenus d'évaluer régulièrement la situation»* et d'en informer le gouvernement, a précisé le ministre. Mais l'État n'intervient pas encore. Ce n'est qu'au troisième niveau que l'État prendrait des mesures pour *«réguler»* la distribution et définir les volumes affectés en priorité à chaque secteur.

En cas de pénurie, un statut d'exception est prévu pour les ménages et certains acteurs essentiels (services publics, hôpitaux, etc.) et leur approvisionnement, notamment pour le chauffage, est garanti. Les entreprises en revanche peuvent subir un rationnement.

Les pays du G7 et l'UE ont qualifié d'inacceptable la demande du président russe Vladimir Poutine. *«Nous n'allons pas accepter de violation des contrats de livraison»*, a réitéré mercredi Robert Habeck. Ne pas se soumettre à cette exigence fait prendre le risque d'une interruption unilatérale des approvisionnements en gaz, le scénario que l'Europe, dépendante des hydrocarbures russes, cherche à tout prix à éviter depuis le début de la guerre en Ukraine. Jeudi, le gouvernement russe, la Banque centrale et le géant gazier russe Gazprom doivent présenter un rapport sur la mise en place du système de paiement en rouble.

Dépendance allemande

Berlin, qui se fournissait avant la guerre à plus de 55% auprès de la Russie, a déjà réduit cette part à 40% et multiplie les démarches pour trouver d'autres fournisseurs. Mais l'Allemagne n'envisage pas de pouvoir se passer de gaz russe avant mi-2024. Le gouvernement allemand va notamment accélérer la construction de terminaux GNL en vue d'importer du gaz liquéfié. Renoncer aux livraisons de gaz ou de pétrole en provenance de la Russie «*du jour au lendemain*» reviendrait à «*plonger notre pays et toute l'Europe dans la récession*», avait averti le chancelier allemand Olaf Scholz le 23 mars. «*Des centaines de milliers d'emplois seraient menacés. Des secteurs industriels entiers seraient en difficulté*», avait-il mis en garde face aux appels à un embargo sur les importations énergétiques russes.

La fédération allemande du commerce extérieur BGA craint également de «*graves perturbations*» en cas d'arrêt immédiat des livraisons, a indiqué son président Dirk Jandura mercredi au journal Rheinische Post. «*Un arrêt des livraisons ne peut pas être compensé à court terme*», a-t-il mis en garde. En vue de l'hiver prochain, une loi votée vendredi oblige désormais les fournisseurs de gaz à remplir leurs réservoirs progressivement jusqu'à 90% d'ici à décembre pour assurer l'approvisionnement.

À VOIR AUSSI – Volodymyr Zelensky exhorte la Norvège à fournir davantage d'énergie à l'Ukraine et à l'Union européenne